

LES PRINCIPALES MODIFICATIONS
ADOPTÉES PAR LA COMMISSION DE LA JUSTICE
DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
A LA LOI ARMES DE 2006

1° La reconnaissance et le traitement différencié des détenteurs passifs.

Une des principales modifications de la loi consiste à permettre la détention d'une arme sans munition selon certaines conditions simplifiées.

Trois cas sont visés :

- La personne qui a acquis légalement une arme avant l'entrée en vigueur de la loi de 2006, soit parce que cela ne nécessitait pas une autorisation, soit parce qu'elle avait obtenu une autorisation sur base de l'ancienne loi ;
- la personne qui hérite d'une arme détenue légalement par la personne décédée,
- le chasseur ou le tireur sportif qui abandonne sa pratique (y compris pour les armes acquises après 2006).

Ces personnes pourront conserver leurs armes sans munitions dans leur patrimoine, et sans devoir les neutraliser selon des méthodes qui risqueraient de les détériorer de manière irréversible ou de diminuer leur valeur patrimoniale.

Pour tous ces cas, l'autorisation de détention d'arme aura une durée indéterminée. Le Gouverneur devra en principe, tous les 5 ans, examiner le dossier pour vérifier si les conditions légales de la détention sont toujours bien réunies. La responsabilité de l'initiative incombera donc aux Gouverneurs de province et non plus aux détenteurs d'armes.

En outre, la procédure d'autorisation sera plus rapide.

2°. L'autorisation de détention d'armes devient à durée indéterminée.

L'autorisation de détention d'armes aura une durée indéterminée.

Pour préserver la sécurité des personnes, le gouverneur devra, en principe, tous les 5 ans, examiner le dossier pour vérifier si les conditions légales de la détention d'armes sont toujours bien réunies. La responsabilité de l'initiative incombera aux gouverneurs de province et non plus aux détenteurs d'armes.

En outre, la procédure d'autorisation sera plus rapide. La loi de 2006 prévoit que le gouverneur doit décider dans les 4 mois. Si nécessaire, ce délai ne pourra être prolongé qu'une seule fois et sa durée maximale ne peut excéder 6 mois.

3° Des améliorations et des simplifications administratives ont été apportées pour les chasseurs et les tireurs sportifs

Il s'agit notamment de :

- la dispense d'attestation médicale et de l'épreuve théorique et pratique pour l'obtention de l'autorisation de détention d'armes, puisque ces documents ont déjà été présentés lors de l'octroi du permis de chasse ou de la licence de tireur sportif ;
- possibilités simplifiées du prêt d'armes entre chasseurs ou tireurs sportifs dans le respect des conditions de sécurité ;
- un régime de facilité sera accordé aux chasseurs et aux tireurs sportifs quant au port d'armes à feu dans le cadre de leurs activités et dans des conditions de sécurité définies ;
- la possibilité de conserver leurs armes, sans munitions, en cas d'arrêt de l'activité, moyennant une autorisation simplifiée du Gouverneur. Dans ce cas, les anciens chasseurs et tireurs sportifs disposeront de plus de temps pour se défaire de leurs munitions. Cela vaut pour toutes les armes de chasse, même celles acquises après 2006.

4° Des améliorations pour les collectionneurs, les musées privés agréés et les participants à des reconstitutions historiques

- possibilité de demander un agrément à partir de 5 armes, ce qui réduira les coûts des demandes d'autorisation ;
- ceux qui ont l'intention de constituer une collection d'armes historiques ou de participer à des activités historiques, folkloriques, culturelles ou scientifiques ne devront plus présenter d'attestation médicale, puisque leur intention n'est pas d'utiliser leur arme dans le contexte d'une activité régulière et active ;
- plus besoin d'être agréé pour pouvoir vendre des armes en vente libre dans des bourses d'échanges ;
- possibilités accrues de détenir certaines armes historiques de collections dans des conditions de sécurité.

5° Des simplifications de la loi

Le Législateur a décidé de simplifier certaines dispositions et de les compléter afin de rendre la loi plus lisible et mieux utilisable. Par exemple, certaines notions ont été précisées et certaines procédures simplifiées.

Le délai dont disposent les armuriers pour se mettre en règle est prolongé au 31 mars 2009.

6° Mise en place d'un système de redevance forfaitaire

Dans une optique de facilité et de transparence, un système de redevance forfaitaire sera appliqué par demande, quel que soit le nombre d'armes déclarées.

Ce montant sera de 85 euros pour une demande d'autorisation de détention d'armes. Cela représente une économie appréciable.

7°. Des améliorations de la sécurité publique

Les simplifications, les améliorations et les précisions apportées par le Législateur ne signifient certainement pas une diminution des impératifs de sécurité des personnes.

Au contraire, des amendements visent à renforcer les conditions de sécurité. Par exemple, seront interdits : le commerce des armes par internet à des particuliers et l'utilisation des lunettes de visée nocturne. La définition des condamnations qui excluent la détention d'armes devient plus large.

Les personnes qui détiennent actuellement des armes seront encouragées à faire déclarer leurs armes, ce qui améliorera la traçabilité des armes et donc un meilleur contrôle.

De plus, désormais, c'est la police fédérale – mieux outillée en la matière – qui sera chargée du contrôle des armuriers et des fabricants d'armes. Sous certaines conditions et si cela est nécessaire pour préserver l'ordre public, des armes à feu en vente libre tirant des projectiles pourront être saisies provisoirement.

Que pourrait-on encore améliorer à l'avenir ?

Il restera l'épineuse question de **la restitution des armes** qui avaient été remises par les détenteurs d'armes. Nous y tenons. Désormais, grâce aux modifications apportées par le Législateur, plus rien ne devrait empêcher ces personnes de récupérer leurs armes. Pour l'affirmer, nous nous référons à la réponse du Ministre de la Justice à une question orale posée en date du 11 mars 2008 à la Commission de la Justice de la Chambre, que nous tenons à votre disposition.

Pour ce qui est de **l'indemnisation**, le PS avait déposé une proposition de loi instituant des commissions provinciales d'indemnisation. Il n'a pas été possible

de trouver une majorité pour aborder ce sujet. Nous continuerons à le demander.

Nous demanderons également une évaluation du montant des **redevances** perçues lors des demandes d'agrément et des demandes d'autorisation afin d'envisager leur diminution éventuelle.

Par ailleurs, et c'est très important, nous restons attentifs à **la mise en œuvre de la loi** ainsi modifiée, que ce soit lors de l'adoption des arrêtés royaux d'application ou lors de l'application des dispositions légales et réglementaires par les services locaux et provinciaux.

D'autres aspects de la loi sur les armes pourront aussi être ultérieurement améliorés.

A cet égard, le PS restera à l'écoute des principaux acteurs concernés, qu'ils soient tireurs, chasseurs, collectionneurs, juristes ou autres.

DRUKPROEF - EPREUVE

DOC 52 **0474/000**

DOC 52 **0474/000**

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

00 maand 2008

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 8 juni 2006
houdende regeling van economische en
individuele activiteiten met wapens**

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE
VOOR DE JUSTITIE

Voorgaand document:

Doc 52 **0474/ (2007/2008):**

001: Wetsvoorstel van de dames Lahay-Battheu, Van Cauter en Van der Auwera en de heer Verherstraeten.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

00 mois 2008

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant
des activités économiques et individuelles
avec des armes**

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION
DE LA JUSTICE

Document précédent:

Doc 52 **0474/ (2007/2008):**

001: Proposition de loi de Mmes Lahay-Battheu, Van Cauter et Van der Auwera et M. Verherstraeten.

0000

cdH	:	centre démocrate Humaniste	
CD&V – N-VA	:	Christen-Democratisch en Vlaams/Nieuw-Vlaamse Alliantie	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
FN	:	Front National	
LDD	:	Lijst Dedecker	
MR	:	Mouvement Réformateur	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
PS	:	Parti Socialiste	
sp.a+VI.Pro	:	Socialistische partij anders + VlaamsProgressieven	
VB	:	Vlaams Belang	

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
DOC 52 0000/000 :	Parlementair document van de 52 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer	DOC 52 0000/000 :	Document parlementaire de la 52 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA :	Schriftelijke Vragen en Antwoorden	QRVA :	Questions et Réponses écrites
CRIV :	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)	CRIV :	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)
CRABV :	Beknopt Verslag (blauwe kaft)	CRABV :	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)
CRIV :	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)	CRIV :	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)
PLEN :	Plenum	PLEN :	Séance plénière
COM :	Commissievergadering	COM :	Réunion de commission
MOT :	moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)	MOT :	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
Bestellingen :	Commandes :
Natieplein 2	Place de la Nation 2
1008 Brussel	1008 Bruxelles
Tel. : 02/ 549 81 60	Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be	www.laChambre.be
e-mail : publicaties@deKamer.be	e-mail : publications@laChambre.be

Artikel 1.

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2.

In artikel 2 van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de Nederlandse versie van de bepaling onder 13° wordt het woord «sneders» vervangen door het woord «snedes»;

b) in de Nederlandse versie van de bepaling onder 20° wordt het woord «slaghoekje» vervangen door het woord «slaghoedje»;

c) het artikel wordt aangevuld met de bepalingen onder 22° tot 26°, luidende:

«22° «verblijfplaats»: «de belangrijkste verblijfplaats die iemand in België heeft, met uitsluiting van plaatsen waar wapens worden bewaard en die de betrokkene deelt met derden»;

23° «loop»: «onderdeel van een wapen, bestaande uit de holte waarlangs het projectiel voorbijkomt, al dan niet met trekken, en gewoonlijk een kamer waarin het projectiel wordt gebracht»;

24° «revolver»: «kort vuurwapen met rotatiemagazijn of trommel met een of meerdere kamers. De kamers plaatsen zich telkens voor de loop door druk op de trekker of bij rechtstreekse wapening, door druk van de duim op de haan van het wapen»;

25° «pistool»: «kort vuurwapen waarbij de uitwerping van de huls, de invoering van de nieuwe patroon en het vergrendelen automatisch gebeurt na het vertrekken van het schot, dankzij de energie die ontstaat door de ontploffing van de kruitlading of door de verbrandingsgassen. De schutter moet de trekker loslaten en opnieuw drukken om een nieuw schot te bekomen»;

26° «repeteerwapen»: «vuurwapen dat projectielen één per één kan afvuren bij iedere druk op de trekker, doch waarbij de schutter het wapen manueel dient te herwapenen, door een hefboom, een grendel of een pomp».»

Article 1^{er}.

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2.

Dans l'article 2 de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans la version néerlandaise du 13°, le mot «*sneders*» est remplacé par le mot «*snedes*»;

b) dans la version néerlandaise du 20°, le mot «*slaghoekje*» est remplacé par le mot «*slaghoedje*»;

c) l'article est complété par les 22° à 26°, rédigés comme suit:

«22° «résidence»: «la résidence principale qu'une personne a en Belgique, à l'exclusion d'endroits où des armes sont stockées et que l'intéressé partage avec des tiers»;

23° «canon»: «pièce d'une arme composée de l'âme, avec des rayures ou non, par laquelle le projectile passe, et habituellement une chambre dans laquelle le projectile est introduit»;

24° «revolver»: «arme courte à magasin rotatif ou barillet à une ou plusieurs chambres. Les chambres se placent successivement devant le canon, soit par l'action du doigt sur la détente, soit par l'armement direct du chien avec le pouce»;

25° «pistolet»: «arme courte dans laquelle l'extraction de l'étui vide, l'introduction d'une nouvelle cartouche et l'armement se font automatiquement, après le départ du coup, grâce à l'utilisation de l'énergie développée par l'explosion de la charge ou par les gaz de combustion. Le tireur doit relâcher la détente et la presser à nouveau pour obtenir une nouvelle mise à feu»;

26° «arme à répétition»: «arme qui tire au coup par coup lors de chaque pression sur la détente mais qui nécessite l'intervention manuelle du tireur pour réarmer l'arme par un levier, un verrou ou une pompe».»

Art. 3.

In artikel 3 van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, gewijzigd bij de wet van 11 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1, 15°, derde streepje, wordt aangevuld met de woorden «en nachtkijkers»;

2° In paragraaf 1, 16°, wordt het woord «nieuwe» ingevoegd tussen de woorden «die een» en «ernstige bedreiging»;

3° in paragraaf 3, 2°, worden de woorden «na advies van de in artikel 37 bedoelde Adviesraad» ingevoegd tussen de woorden «andere wapens die» en «door de Koning».

Art. 4.

In artikel 5, § 4, 2°, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder a) wordt als volgt vervangen:

«a) deze wet, de in artikel 47 bedoelde wet en de besluiten ter uitvoering ervan;»;

2° de bepaling onder b) wordt vervangen als volgt:

«b) de artikelen 101 tot 135quinquies, 136bis tot 140, 193 tot 226, 233 tot 236, 246 tot 249, 269 tot 282, 313, 322 tot 331bis, 336, 337, 347bis, 372 tot 377, 392 tot 410, 417ter tot 417quinquies, 423 tot 442ter, 461 tot 488bis, 491 tot 505, 510 tot 518, 520 tot 525, 528 tot 532bis en 538 tot 541 van het Strafwetboek;»;

3° in h) vervallen de woorden «de artikelen 5, eerste lid, 1° en 6, eerste lid, 1°, van»;

4° in i) vervallen de woorden «artikel 3, § 1, eerste lid, 1°, van»;

5° de bepaling wordt aangevuld als volgt:

«k) de regelgeving betreffende de jacht- en het sport-schieten.».

Art. 5.

In artikel 6, § 1, van dezelfde wet wordt het woord «tien» vervangen door het woord «vijf».

Art. 3.

À l'article 3 de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, modifié par la loi du 11 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1° au paragraphe 1^{er}, 15°, le troisième tiret est complété par les mots «et les lunettes de visée nocturne»;

2° Au paragraphe 1^{er}, 16°, les mots «grave danger» sont remplacés par les mots «danger grave et nouveau»;

3° le paragraphe 3, 2°, est complété comme suit: «après avis du Conseil consultatif visé à l'article 37.».

Art. 4.

A l'article 5, § 4, 2°, de la même loi les modifications suivantes sont apportées:

1° le a) est remplacé comme suit:

«a) la présente loi, la loi visée à l'article 47 et leurs arrêtés d'exécution;»;

2° le b) est remplacé par la disposition suivante:

«b) par les articles 101 à 135quinquies, 136bis à 140, 193 à 226, 233 à 236, 246 à 249, 269 à 282, 313, 322 à 331bis, 336, 337, 347bis, 372 à 377, 392 à 410, 417ter à 417quinquies, 423 à 442ter, 461 à 488bis, 491 à 505, 510 à 518, 520 à 525, 528 à 532bis et 538 à 541 du Code pénal;»;

3° dans le h), les mots «les articles 5, alinéa 1^{er}, 1°, et 6 alinéa 1^{er}, 1°, de» sont supprimés;

4° dans le i), les mots «l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de» sont supprimés;

5° la disposition est complétée comme suit:

«k) la réglementation concernant la chasse et le tir sportif.».

Art. 5.

À l'article 6, § 1^{er}, de la même loi, le mot «dix» est remplacé par le mot «cinq».

Art. 6.

In artikel 11 van dezelfde wet, gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 154/2007 van het grondwettelijk Hof, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, 9°, inleidende zin, worden de woorden «en het voorhanden hebben» ingevoegd tussen de woorden «de verwerving» en «van het betrokken wapen»;

2° paragraaf 3, 9°, c), wordt vervangen als volgt:

«c) de uitoefening van een activiteit die bijzondere risico's inhoudt of het voorhanden hebben van een vuurwapen noodzakelijk maakt»;

3° paragraaf 3 wordt aangevuld met het volgende lid:

«Zijn evenwel onontvankelijk, de aanvragen ingediend door personen die niet voldoen aan de voorwaarden van 1° tot 4°, 6° en 8°, evenals zij die geen wettelijke reden opgeven zoals voorzien in het 9°.»;

4° paragraaf 4 wordt aangevuld als volgt:

«De houders van een geldig jachtverlof zijn bovendien vrijgesteld van de theoretische proef bedoeld in paragraaf 3, 7° en van de aldaar bedoelde praktische proef voor zover hun aanvraag betrekking heeft op een wapen als bedoeld in artikel 12, eerste lid, 1°.

Hetzelfde geldt voor de houders van een geldige sportschutterslicentie voor zover hun aanvraag betrekking heeft op een wapen van hetzelfde type als een wapen waarvoor ze reeds een praktische proef hebben afgelegd in het kader van de verkrijging van hun licentie. Zij zijn bovendien vrijgesteld van het medisch attest bedoeld in paragraaf 3, 6°.

Van het medisch attest bedoeld in paragraaf 3, 6°, zijn vrijgesteld, zij die een vergunning aanvragen met de wettige redenen bedoeld in paragraaf 3, 9°, e) en f)..».

Art. 7. (nieuw)

In dezelfde wet wordt een artikel 11/1 ingevoegd, luidende:

«Art. 11/1. — Een vergunning tot het voorhanden hebben wordt ook afgegeven aan de personen die wensen een wapen in hun vermogen te behouden, waarvoor ze

Art. 6.

À l'article 11 de la même loi, partiellement annulé par l'arrêt n° 154/2007 de la Cour constitutionnelle, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 3, 9°, phrase liminaire, les mots «et la détention» sont insérés entre les mots «l'acquisition» et «de l'arme concernée»;

2° le paragraphe 3, 9°, c), est remplacé par ce qui suit:

«c) l'exercice d'une activité présentant des risques particuliers ou nécessitant la détention d'une arme à feu»;

3° le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit:

«Sont toutefois irrecevables, les demandes introduites par les personnes qui ne remplissent pas les conditions du 1° à 4°, 6° et 8° ainsi que celles ne justifiant pas de motif légitime tel que prévu par le 9°.»;

4° le paragraphe 4 est complété comme suit:

«En outre, les titulaires d'un permis de chasse valide sont exemptés de l'épreuve théorique visée au paragraphe 3, 7° et de l'épreuve pratique qui y est visée, pour autant que leur demande concerne une arme visée à l'article 12, alinéa 1^{er}, 1°.

Il en est de même pour les titulaires d'une licence de tireur sportif, pour autant que leur demande concerne une arme du même type qu'une arme pour laquelle ils ont déjà réussi une épreuve pratique dans le cadre de l'obtention de leur licence. En outre, ils sont exemptés de l'attestation médicale visée au paragraphe 3, 6°.

Sont exemptés de l'attestation médicale visée au paragraphe 3, 6°, ceux qui demandent une autorisation en invoquant les motifs légitimes visés au paragraphe 3, 9°, e) et f)..».

Art. 7. (nouveau)

Dans la même loi, il est inséré un article 11/1 rédigé comme suit:

«Art. 11/1. — Une autorisation de détention est également octroyée aux personnes désirant conserver dans leur patrimoine des armes qui avaient fait l'objet d'une

een vergunning hadden of waarvoor geen vergunning vereist was voor de inwerkingtreding van deze wet.

Deze vergunning is slechts geldig voor het eenvoudig voorhanden hebben van het wapen, met uitsluiting van munitie.

Artikel 11, § 3, 6°, 7° en 9° zijn niet van toepassing op de in het eerste lid bedoelde personen.

Art. 8. (nieuw)

In dezelfde wet wordt een artikel 11/2 ingevoegd, luidende:

«Art. 11/2. — Eenieder die een wapen voorhanden heeft, dat krachtens deze wet vergunningsplichtig is geworden en een in artikel 11/1 bedoelde vergunning wenst aan te vragen, moet de aanvraag binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit artikel indienen.

De erfgenaam die bewijst dat hij een wapen in zijn vermogen heeft ontvangen, dat wettig voorhanden werd gehouden door de overledene, kan, binnen twee maanden nadat hij het wapen in bezit heeft gekregen, een in artikel 11/1 bedoelde vergunning aanvragen.

De particulier die een wapen heeft verkregen onder de voorwaarden van artikel 12 en waarvan het jachtverlof, de sportschutterslicentie of het gelijkgesteld document is vervallen, en die de in artikel 11/1 bedoelde vergunning wenst te verkrijgen, moet de aanvraag indienen binnen twee maanden na het verstrijken van de in artikel 13, tweede lid bedoelde termijn.»

Art. 9. (vroeger art. 7.)

In artikel 12 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de bepaling onder 1° wordt vervangen als volgt:

«1° houders van een jachtverlof, die lange wapens daar toegelaten waar het jachtverlof geldig is, evenals de daarbij horende munitie mogen voorhanden hebben, op voorwaarde dat hun strafrechtelijke antecedenten, hun kennis van de wapenwetgeving en hun geschiktheid om veilig een vuurwapen te hanteren zijn nagegaan;»;

b) het artikel wordt aangevuld met de bepaling onder 5°:

autorisation ou pour lesquelles une autorisation n'était pas requise avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Cette autorisation n'est valable que pour la simple détention de l'arme, à l'exclusion de munitions.

L'article 11, § 3, 6°, 7° et 9°, ne s'appliquent pas aux personnes visées à l'alinéa 1^{er}.»

Art. 8. (nouveau)

Dans la même loi il est inséré un article 11/2 rédigé comme suit:

«Art. 11/2. — Quiconque détient une arme devenue soumise à autorisation en vertu de la présente loi et souhaite demander une autorisation telle que visée à l'article 11/1, doit introduire la demande dans les deux mois de l'entrée en vigueur de cet article.

L'héritier, qui apporte la preuve qu'il a acquis dans son patrimoine une arme détenue légalement par la personne décédée, peut, dans les deux mois de l'entrée en possession de l'arme, demander une autorisation telle que visée à l'article 11/1.

Le particulier ayant acquis une arme dans les conditions fixées à l'article 12 et dont le permis de chasse, la licence de tireur sportif ou le document assimilé est expiré, et qui souhaite obtenir l'autorisation visée à l'article 11bis doit introduire la demande dans les deux mois de l'expiration du délai visé à l'article 13, alinéa 2.».»

Art. 9. (ancien art. 7.)

À l'article 12 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

a) le 1° est remplacé par ce qui suit:

«1° aux titulaires d'un permis de chasse qui peuvent détenir des armes longues autorisées à cette fin, là où le permis de chasse est valable, ainsi que les munitions y afférentes, à condition que leurs antécédents pénaux, leur connaissance de la législation sur les armes et leur aptitude à manipuler une arme à feu en sécurité aient été vérifiés au préalable;»;

b) l'article est complété par le 5° rédigé comme suit:

«5° meerderjarige particulieren die hoogstens één keer per jaar een vergunningsplichtig wapen voorhanden hebben op de erkende schietstand onder de voorwaarden zoals bepaald door de Koning.»

Art. 10. (vroeger art. 8.)

In dezelfde wet wordt een artikel 12/1 ingevoegd, luidende:

«Art. 12/1.— Houders van een jachtverlof, een sport-schutterslicentie en een vergunning tot het voorhanden hebben van een vuurwapen mogen aan elkaar vuurwapens uitlenen onder de volgende voorwaarden:

1° het betreft alleen vuurwapens van het type dat de ontlener mag voorhanden hebben en met het oog op een toegelaten activiteit op basis van het document waarvan hij houder is;

2° de vuurwapens mogen slechts worden uitgeleend voor de duur van de activiteit waarvoor ze worden geleend en voor het vervoer van en naar de plaats waar die plaatsvindt;

3° de vuurwapens mogen alleen worden voorhanden gehouden, gedragen en gebruikt op de plaats waar de activiteit waarvoor ze worden ontleend, plaatsvindt;

4° de ontlener kan een schriftelijk akkoord ondertekend door de uitlener voorleggen, evenals een kopie van diens voornoemd document, behalve indien de uitlener aanwezig is.»

Art. 11. (vroeger art. 9.)

In artikel 13 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden «en de Minister van Justitie indien het een persoon zonder verblijfplaats in België betreft,» ingevoegd tussen de woorden «verblijfplaats van de betrokkene» en «het recht»;

2° in het tweede lid wordt de zin «Het hervatten van de betrokken activiteit schorst deze periode.» ingevoegd tussen de woorden «te mogen hebben.» en «Na deze periode»;

3° in het tweede lid wordt zin «Hij beschikt over een periode van een maand om de munitie die hij nog voorhanden houdt onder de voorwaarden bedoeld in artikel 12, eerste lid over te dragen aan een erkend persoon of

«5° les particuliers majeurs qui manipulent au maximum une fois par ans une arme soumise à autorisation sur un champ de tir reconnu, dans les conditions fixées par le Roi.»

Art. 10. (ancien art. 8.)

Dans la même loi il est inséré un article 12/1 rédigé comme suit:

«Art. 12/1.— Les titulaires d'un permis de chasse, d'une licence de tireur sportif et d'une autorisation de détention d'une arme à feu peuvent se prêter des armes à feu dans les conditions suivantes:

1° il ne peut s'agir que d'armes à feu du type que l'emprunteur peut détenir et en vue d'une activité autorisée sur la base du document dont il est le titulaire;

2° les armes à feu ne peuvent être prêtées que pour la durée de l'activité pour laquelle elles sont prêtées et pour le transport à et de l'endroit où cette activité a lieu;

3° les armes à feu ne peuvent être détenues, portées et utilisées qu'à l'endroit où l'activité pour laquelle elles sont prêtées a lieu;

4° l'emprunteur doit être en mesure de présenter un accord écrit et signé par le prêteur, ainsi qu'une copie du document précité sauf si le prêteur est présent.»

Art. 11. (ancien art. 9.)

A l'article 13 de la même loi les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots «peut limiter» sont remplacés par les mots «et le Ministre de la Justice s'il s'agit d'une personne sans résidence en Belgique peuvent limiter»;

2° à l'alinéa 2, la phrase «La reprise de l'activité concernée suspend cette période.» est insérée entre les mots «pour cette arme.» et les mots «Après cette période»;

3° à l'alinéa 2, la phrase «Il dispose d'une période de d'un mois pour remettre les munitions qu'il détient encore aux conditions prévues à l'article 12, alinéa 1^{er}, à une personne agréée ou à une personne qui est autorisée à

aan persoon die gerechtigd is deze munitie voorhanden te hebben» ingevoegd tussen de woorden «te mogen hebben.» en «Na deze periode».

Art. 12. (vroeger art. 10.)

Artikel 15 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

«Art. 15. — De personen bedoeld in de artikelen 11, § 3, 9°, a) en b) en 12 mogen, uitsluitend in het kader van de beoefening van de jacht, het faunabeheer of het sportschieten, vuurwapens dragen zonder een wapendrachtvergunning te hebben verkregen, mits ze hiervoor een wettige reden hebben.

Art. 13. (vroeger art. 11.)

In artikel 19, eerste lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de bepaling onder 1° worden de woorden «, aan te bieden of de verkoop op afstand te organiseren» ingevoegd tussen de woorden «te verkopen» en «aan particulieren»;

b) in de bepaling onder 5° worden de woorden «door erkende wapenhandelaars en –verzamelaars» opgeheven;

Art. 14. (vroeger art. 12.)

In artikel 21, 2°, van dezelfde wet worden de woorden «evenals vervoerders van vrij verkrijgbare vuurwapens,» ingevoegd tussen de woorden «bedoeld in artikel 12,» en «voor zover de wapens».

Art. 15. (vroeger art. 13.)

In artikel 23, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden «, evenals de wet bedoeld in artikel 47» ingevoegd tussen de woorden «uitvoeringsbesluiten» en «overtreden».

Art. 16. (vroeger art. 14.)

In artikel 24, tweede lid, van dezelfde wet wordt de laatste zin die aanvangt met de woorden «De wapens» en eindigt met de woorden «of politiedienst.» vervangen als volgt:

détenir ces munitions» est insérée entre les mots »pour cette arme.» et les mots «Après cette période».

Art. 12. (ancien art. 10.)

L'article 15 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

«Art. 15. — Les personnes visées aux articles 11, § 3, 9°, a) et b), et 12 peuvent, uniquement dans le cadre de la pratique de la chasse, la gestion de la faune ou le tir sportif, porter des armes à feu sans avoir obtenu un permis de port d'armes, à condition de justifier d'un motif légitime à cette fin.»

Art. 13. (ancien art. 11.)

Dans l'article 19, alinéa 1^{er}, de la même loi les modifications suivantes sont apportées:

a) au 1°, les mots «ou d'offrir en vente ou d'organiser la vente à distance d'armes» sont insérés entre les mots «armes» et les mots «par correspondance»;

b) au 5°, les mots «par des armuriers et des collectionneurs agréés» sont abrogés;

Art. 14. (ancien art. 12.)

Dans l'article 21, 2°, de la même loi, les mots «ainsi qu'aux transporteurs d'armes à feu en vente libre,» sont insérés entre les mots «visées à l'article 12,» et «pour autant que».

Art. 15. (ancien art. 13.)

Dans l'article 23, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots «, ainsi que de la loi visée à l'article 47» sont insérés entre les mots «ses arrêtés d'exécution» et «seront punis».

Art. 16. (ancien art. 14.)

Dans l'article 24, alinéa 2, de la même loi, la dernière phrase commençant par les mots «Dans ce cas» et finissant par les mots «par le ministre.» est remplacée par la phrase suivante:

«De wapens worden dan toegevoegd aan de collectie van een door de minister aangeduid openbaar museum, wetenschappelijke instelling of politiedienst.»

Art. 17. (vroeger art. 15.)

Artikel 27 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 11 mei 2007, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende:

«§ 4. De wapens bedoeld in artikel 3, §1, 5°, 6°, 7°, 12°, 13° en 14°, mogen door erkende verzamelaars worden voorhanden gehouden, verworven en ingevoerd op voorwaarde dat ze overeenkomstig de reglementaire bepalingen terzake worden bewaard zoals vuurwapens. Een erkenning als verzamelaar van uitsluitend deze wapens kan worden verkregen overeenkomstig artikel 6, §1, opdat ze worden gelijkgesteld met vuurwapens.»

Art. 18. (vroeger art. 16.)

In artikel 28, § 2, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden «voorlopig administratief» opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden «binnen de maand» vervangen door de woorden «binnen de drie maanden».

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met het volgende lid:

«Het beslag en de beslissing van de gouverneur kunnen ook betrekking hebben op vrij verkrijgbare vuurwapens die projectielen afschieten.»

Art. 19. (vroeger art. 17.)

In artikel 29, § 2, tweede lid, van dezelfde wet wordt het woord «lokale» vervangen door het woord «federaal».

Art. 20. (vroeger art. 18.)

Artikel 31, 2°, van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende zin:

«Dans ce cas, les armes rejoignent la collection d'un musée public, d'un établissement scientifique ou d'un service de police désigné par le ministre.»

Art. 17. (ancien art. 15.)

L'article 27 de la même loi, modifié par la loi du 11 mai 2007, est complété par le paragraphe 4, rédigé comme suit:

«§ 4. Les armes visées à l'article 3, §1^{er}, 5°, 6°, 7°, 12°, 13° et 14°, peuvent être détenues, acquises et importées par des collectionneurs agréés, à condition de les conserver comme des armes à feu conformément aux dispositions réglementaires en la matière. Un agrément de collectionneur portant exclusivement sur ces armes peut être obtenu conformément à l'article 6, § 1^{er}, afin qu'elles soient assimilées à des armes à feu.»

Art. 18. (ancien art. 16.)

À l'article 28, § 2, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots «administrative provisoire» sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, les mots «dans le mois» sont remplacés par les mots «dans les trois mois».

3° le paragraphe 2 est complété par l'alinéa suivant:

«La saisie et la décision du gouverneur peuvent se rapporter également à des armes à feu en vente libre tirant des projectiles.»

Art. 19 (ancien art. 17.)

Dans l'article 29, § 2, alinéa 2, de la même loi, le mot «locale» est remplacé par le mot «fédérale».

Art. 20. (ancien art. 18.)

L'article 31, 2°, de la même loi est complété par la phrase suivante:

«De verlenging kan per aanvraag slechts eenmaal worden toegepast waarbij de termijn van deze verlenging uiterlijk zes maanden bedraagt.»

Art. 21. (vroeger art. 19.)

Artikel 32 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 januari 2007, wordt vervangen als volgt:

«Art. 32. — De in deze wet bedoelde erkenningen en vergunningen, met uitzondering van de wapendrachtvergunning, worden afgegeven voor onbepaalde duur, tenzij de aanvraag ertoe slechts voor een bepaalde duur was gedaan of de gouverneur of de Minister van Justitie een beperkte geldigheidsduur opleggen bij gemotiveerde beslissing om redenen van vrijwaring van de openbare orde.

Eens per vijf jaar neemt de gouverneur het initiatief om bij alle houders van de in deze wet bedoelde erkenningen en vergunningen, met uitzondering van de wapendrachtvergunning, te onderzoeken of zij de wet naleven en zij nog steeds voldoen aan de voorwaarden voor het verkrijgen van deze vergunningen en erkenningen.

Hierbij vraagt de gouverneur het advies van de lokale politie en eventueel van het Openbaar Ministerie en dienen de houders van erkenningen en vergunningen te verklaren of kunnen zij doen vaststellen dat zij nog steeds beantwoorden aan de in artikel 11, § 3, 2° tot en met 5°, 8° en 9° of artikel 11/1 bedoelde voorwaarden, mede op grond waarvan de erkenning of vergunning voorheen werd afgeleverd en dat er geen redenen zijn om te besluiten tot een beperking, schorsing of intrekking van deze documenten.

Indien blijkt dat het voorhanden hebben van het wapen de openbare orde kan verstoren of een bedreiging vormt voor de fysieke integriteit van personen of de wettige reden ingeroepen om de vergunning te bekomen niet meer bestaat, kan de gouverneur bevoegd voor de verblijfplaats van de betrokkene de vergunning volgens een door de Koning bepaalde procedure bij een met reden omklede beslissing beperken, schorsen of intrekken na het advies te hebben ingewonnen van de procureur des Konings bevoegd voor deze verblijfplaats.»

Art. 22. (vroeger art. 20.)

Artikel 34 van dezelfde wet wordt opgeheven.

«La prolongation ne peut être accordée qu'une seule fois par demande et sa durée ne peut excéder six mois.»

Art. 21. (ancien art. 19.)

L'article 32 de la même loi, modifié par la loi du 9 janvier 2007, est remplacé par ce qui suit:

«Art. 32. — Les agréments et autorisations visés par la présente loi, à l'exception du permis de port d'armes, sont délivrés pour une durée indéterminée, sauf si la demande n'a été faite que pour une durée déterminée ou si le Gouverneur ou le Ministre de la Justice impose une durée de validité limitée pour des motifs de préservation de l'ordre public.

Une fois tous les cinq ans, le Gouverneur prend l'initiative de vérifier si tous les titulaires d'agréments et d'autorisations visés par la présente loi, à l'exception des permis de port d'armes, respectent la loi et satisfont encore aux conditions pour la délivrance de ces autorisations et agréments.

À cette fin, le Gouverneur demande l'avis de la police locale et éventuellement du Ministère public et les titulaires d'autorisations et d'agréments doivent déclarer ou peuvent faire certifier qu'ils répondent encore aux conditions prévues par l'article 11, § 3, 2° à 5°, 8° et 9°, ou par l'article 11/1, entre autres, sur la base desquelles l'agrément ou l'autorisation a été précédemment délivré et qu'il n'existe aucune raison de décider d'une limitation, d'une suspension ou d'un retrait de ces documents.

S'il apparaît que la détention de l'arme peut porter atteinte à l'ordre public ou constitue un danger pour l'intégrité physique de personnes ou le motif légitime invoqué pour obtenir l'autorisation n'existe plus, le gouverneur compétent pour la résidence de l'intéressé peut limiter, suspendre ou retirer l'autorisation par décision motivée selon une procédure définie par le Roi et après avoir pris l'avis du procureur du Roi compétent pour cette résidence.»

Art. 22. (ancien art. 20.)

L'article 34 de la même loi est abrogé.

Art. 23. (vroeger art. 21.)

In dezelfde wet wordt het opschrift van hoofdstuk XVI vervangen als volgt:

«Hoofdstuk 16. – De Federale Wapendienst en de Adviesraad voor wapens».

Art. 24. (vroeger art. 22.)

In artikel 37 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid vervallen de woorden «het 2° voor wat betreft de bepaling van de vorm van de documenten,»;

2° in het derde lid worden de woorden «– een vertegenwoordiger van de Duitstalige schuttersfederaties» ingevoegd tussen de woorden «– een vertegenwoordiger van de Nederlandstalige schuttersfederaties» en «– een Franstalige vertegenwoordiger van de jacht».

Art. 25. (vroeger art. 23.)

In artikel 44 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 23 november 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende:

«In afwachting van de beslissing om de vergunning al dan niet af te leveren, overeenkomstig de in deze wet voorziene bepalingen, geldt de aanvraag voor een vergunning als voorlopige vergunning.»

2° paragraaf 2, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende zin:

«Bovendien mogen er geen redenen van openbare orde bestaan, die zouden leiden tot de intrekking van de vergunning.»

3° in paragraaf 2 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende:

«In afwachting van de beslissing om de vergunning al dan niet af te leveren, overeenkomstig de in deze wet voorziene bepalingen, geldt de aanvraag voor een vergunning als voorlopige vergunning.»

Art. 23. (ancien art. 21.)

Dans la même loi, l'intitulé du Chapitre XVI est remplacé par ce qui suit:

«Chapitre 16. – Le Service fédéral des armes et le Conseil consultatif des armes.»

Art. 24. (ancien art. 22.)

À l'article 37 de la même loi les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, les mots «le 2° en ce qui concerne la détermination de la forme des documents,» sont supprimés;

2° dans l'alinéa 3, les mots «– un représentant des fédérations de tir germanophone» sont insérés entre les mots «– un représentant des fédérations de tir néerlandophone» et les mots «– un représentant francophone de la chasse».

Art. 25. (ancien art. 23.)

À l'article 44 de la même loi, modifié par la loi du 23 novembre 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit:

«Dans l'attente de la décision de délivrer ou non l'autorisation conformément aux dispositions de la présente loi, la demande d'autorisation vaut autorisation provisoire.»

2° le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, de la même loi est complété par la phrase suivante:

«Il ne peut en outre exister aucun motif d'ordre public qui donnerait lieu au retrait de l'autorisation.»

3° au paragraphe 2, un alinéa est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2:

«Dans l'attente de la décision de délivrer ou non l'autorisation conformément aux dispositions de la présente loi, la demande d'autorisation vaut autorisation provisoire.»

Art. 26. (nieuw)

In artikel 47 van dezelfde wet worden de woorden «met uitzondering van de artikelen 1, 2, 7, 14^{ter}, 16 en 28, derde lid, waarvan de opheffing zal gebeuren bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad» opgeheven.

Art. 27. (vroeger art. 24.)

In artikel 48 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 23 november 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid, de woorden «31 oktober 2008» worden vervangen door de woorden «31 maart 2009»;

2° het vierde lid wordt opgeheven.

Art. 28 (nieuw)

Artikel 49, eerste lid, van dezelfde wet, wordt aangevuld met de volgende zin:

«De artikelen die nog niet in werking getreden zijn op 1 juli 2008, treden in werking op 1 september 2008, met uitzondering van artikel 4, dat in werking treedt op 1 januari 2010.».

Art. 29. (vroeger art. 25.)

In dezelfde wet wordt het opschrift van hoofdstuk XX vervangen als volgt:

«Hoofdstuk 20. – Retributies».

Art. 30. (vroeger art. 26.)

In artikel 50, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006, worden de woorden «de hernieuwing ervan worden de te betalen rechten en» vervangen door de woorden «de in artikel 48 bedoelde eventuele hernieuwing ervan, worden de te betalen».

Art. 31. (vroeger art. 27.)

In dezelfde wet wordt een artikel 50/1 ingevoegd, luidende:

Art. 26. (nouveau)

À l'article 47 de la même loi, les mots «à l'exception des articles 1^{er}, 2, 7, 14^{ter}, 16 et 28, alinéa 3, lesquels le seront par arrêté délibéré en Conseil des Ministres» sont abrogés.

Art. 27. (ancien art. 24.)

À l'article 48 de la même loi, modifié par la loi du 23 novembre 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 3, les mots «31 octobre 2008» sont remplacés par les mots «31 mars 2009»;

2° l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 28 (nouveau)

L'article 49, alinéa 1^{er}, de la même loi est complété par la phrase suivante:

«Les articles qui ne sont pas encore entrés en vigueur au 1^{er} juillet 2008 entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2008, à l'exception de l'article 4 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.».

Art. 29. (ancien art. 25.)

Dans la même loi, l'intitulé du chapitre XX est remplacé par ce qui suit:

«Chapitre 20. – Redevances».

Art. 30. (ancien art. 26.)

Dans l'article 50, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2006, les mots «des agréments, les droits et redevances à payer sont fixés» sont remplacés par les mots «éventuel, visé à l'article 48, des agréments, les redevances à payer sont fixées».

Art. 31. (ancien art. 27.)

Dans la même loi, il est inséré un article 50/1, rédigé comme suit:

«Art. 50/1. — Met het oog op de vergoeding van de in artikel 32 bedoelde controles zijn de te betalen retributies éénmaal per vijf jaar de in de artikelen 50 en 51 bedoelde bedragen.»

Art. 32. (vroeger art. 28.)

In artikel 51 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden «rechten en» worden opgeheven;

b) de bepaling onder 1° wordt vervangen als volgt:

«1° voor alle vergunningen tot het voorhanden hebben van een vergunningsplichtig wapen op naam van dezelfde persoon: een forfaitair bedrag van 85 euro;»

Art. 33. (vroeger art. 29.)

In de artikelen 52, eerste en tweede lid, 54, § 1, 55, tweede lid, 56, eerste, tweede en derde lid, en 57, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006, worden de woorden «rechten en» opgeheven.

Art. 34 (nieuw)

In artikel 52, tweede lid, van dezelfde wet, worden de getallen «40» en «25» vervangen door respectievelijk de getallen «55» en «30».

Art. 35. (vroeger art. 30.)

In artikel 1*bis*, tweede lid, van de wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden, vervangen bij de wet van 8 juni 2006, worden de woorden «noch op vooraf aan de lokale overheden aangekondigde en wettig georganiseerde activiteiten van reconstructie van historische gebeurtenissen,» ingevoegd tussen de woorden «erkende sport» en «noch op in het kader».

«Art. 50/1. — En vue du recouvrement des contrôles visés à l'article 32, les redevances à payer une fois tous les cinq ans, sont les montants visés aux articles 50 et 51.»

Art. 32. (ancien art. 28.)

A l'article 51 de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées:

a) les mots «droits et» sont abrogés et le mot «fixés» est remplacé par le mot «fixées»;

b) le 1° est remplacé par ce qui suit:

«1° pour toutes les autorisations de détention d'une arme soumise à autorisation au nom de la même personne: un montant forfaitaire de 85 euros;»

Art. 33. (ancien art. 29.)

Dans les articles 52, alinéas 1^{er} et 2 et 54, § 1^{er}, 55, alinéa 2, 56, alinéa 1, 2 et 3 et 57, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2006, les mots «droits et» sont chaque fois abrogés.

Art. 34 (nouveau)

Dans l'article 52, alinéa 2, de la même loi, les chiffres «40» et «25» sont remplacés par respectivement les chiffres «55» et «30».

Art. 35. (ancien art. 30.)

À l'article 1^{er}*bis*, alinéa 2, de la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées, remplacé par la loi du 8 juin 2006, les mots «ni aux activités de reconstitution d'événements historiques annoncées préalablement aux autorités locales et organisées légitimement,» sont insérés entre les mots «les Communautés» et «ni aux organismes».